



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/38/693
S/16193 16/97
6 décembre 1983
FRANCAIS
ORIGINAL : ESPAGNOL

ASSEMBLEE GENERALE
Trente-huitième session
Point 142 de l'ordre du jour
LA SITUATION EN AMERIQUE CENTRALE : MENACES
CONTRE LA PAIX ET LA SECURITE INTERNATIONALES
ET INITIATIVES DE PAIX

CONSEIL DE SECURITE
Trente-huitième année

Lettre datée du 5 décembre 1983, adressée au Secrétaire général par
le Représentant permanent du Nicaragua auprès de l'Organisation
des Nations Unies

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance le texte des trois derniers décrets-lois du Gouvernement de reconstruction nationale de la République du Nicaragua, relatifs à la proclamation d'une amnistie spéciale pour les citoyens nicaraguayens d'origine miskito et d'une vaste amnistie avant l'ouverture de la période électorale ainsi qu'à la fixation de dates pour l'annonce d'élections sur le territoire national (annexes I à III).

Ces mesures répondent à la volonté souveraine de notre peuple et de notre gouvernement révolutionnaire d'avancer dans le processus d'institutionnalisation de la Révolution, en assurant la démocratie interne pluraliste grâce à la création de conditions qui permettent la participation populaire la plus large au processus électoral qui commencera le 31 janvier 1984.

De cette façon, le gouvernement révolutionnaire s'acquitte des engagements qu'il a pris vis-à-vis de notre peuple le 19 juillet 1979, date du triomphe de notre Révolution. Le fait que des décisions souveraines si importantes de ce type soient prises alors que nous nous trouvons dans une situation de guerre non déclarée fomentée par l'Administration des Etats-Unis contre notre Révolution, est une nouvelle preuve de notre courage, de notre générosité et de notre fidélité aux principes du pluralisme politique, d'une économie mixte et du non-alignement qui inspirent notre processus et montre que notre unique obligation est de répondre aux aspirations et aux vœux du peuple nicaraguayen.

Nous considérons aussi que, bien qu'il s'agisse de mesures indépendantes, souveraines et adaptées au développement du pays, et qu'elles reflètent le principe universellement accepté du droit inaliénable des peuples de choisir leur propre système politique, économique et social, elles sont, en outre, conformes au

A/38/693
S/16193
Français
Page 2

document exposant les objectifs visés, qui a été adopté par le Groupe de Contadora, et ratifié récemment par les cinq pays centraméricains. Dans ce contexte, il y a lieu d'espérer que les mesures en question, qui ne peuvent faire l'objet d'accords ou de traités internationaux, non plus que d'une supervision internationale, amèneront les autres pays d'Amérique centrale à contribuer positivement à la prise d'engagements concrets dans le domaine international et dans le cadre des bons offices assurés par les pays de Contadora.

Je vous prie de bien vouloir faire distribuer le texte de ces décrets-lois en tant que document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point 142 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent du Nicaragua
auprès de l'Organisation des
Nations Unies,

(Signé) Javier CHAMORRO MORA

ANNEXE I

Décret-loi relatif à la promulgation d'une amnistie spéciale
en faveur des citoyens nicaraguayens d'origine miskito

LE CONSEIL DU GOUVERNEMENT DE RECONSTRUCTION NATIONALE DE LA
REPUBLIQUE DU NICARAGUA

Considérant que le Conseil du gouvernement de reconstruction nationale est tenu, en vertu du programme historique du Front sandiniste de libération nationale, de lutter pour le rétablissement effectif des droits des minorités ethniques et de concrétiser ces droits dans le Statut des droits et garanties des Nicaraguayens,

Considérant que le Conseil du gouvernement de reconstruction nationale et la direction nationale du Front sandiniste de libération nationale, dans la déclaration des principes relatifs aux communautés indigènes de la côte atlantique, reconnaissent que celles-ci ont été traditionnellement exploitées, opprimées et soumises à un colonialisme féroce,

Considérant que l'impérialisme et la contre-révolution ont lancé une campagne de confusion tendant à empêcher que le gouvernement, conjointement avec les représentants indigènes authentiques, ne progressent vers la solution des problèmes difficiles et complexes hérités du passé,

Considérant que la zone de Zelaya, où sont traditionnellement établies les communautés indigènes, a été utilisée tout spécialement pour l'exécution de plans contre-révolutionnaires,

Considérant que l'agression contre-révolutionnaire à laquelle cette zone a été soumise, s'ajoutant au sous-développement, à l'exploitation et à l'arriération séculaires de ces communautés, a fait de celles-ci des victimes faciles de la manipulation, de la tromperie et de la soumission par la terreur aux bandes contre-révolutionnaires,

Considérant que la Révolution populaire sandiniste est le produit de la lutte que notre peuple n'a cessé de mener pour défendre les intérêts des opprimés et des exploités, et que de ce fait, c'est à partir du 19 juillet 1979 que, pour la première fois, les diverses couches explicitées et les divers groupes ethniques de la population nicaraguayenne ont vraiment eu la possibilité de participer conjointement à la construction de la société nouvelle,

En vertu de ses pouvoirs et usant de son droit de grâce, décrète ce qui suit :

Article premier

L'amnistie est accordée aux citoyens nicaraguayens d'origine miskito qui ont commis entre le 1er décembre 1981 et ce jour, un délit contre la sécurité et l'ordre publics et tout autre délit connexe et qui se trouvent actuellement dans l'une des situations suivantes :

/...

- a) En prison, que ce soit pour purger une peine sur ordre du juge ou du tribunal compétent, ou sur ordre du Procureur général, ou qu'ils soient détenus à des fins d'enquête.
- b) En liberté, que ce soit sur le territoire national ou hors de celui-ci.

Article II

L'amnistie est accordée également à tous les citoyens nicaraguayens qui, à l'occasion des événements qui se sont produits sur la rive du Rio Coco, ou de tout autre incident survenu par suite de la situation d'agression qu'a connue Zelaya Norte depuis le 1er décembre 1981 jusqu'à ce jour, ont pris part aux actes délictueux visés à l'article premier.

Article III

Pour bénéficier du présent décret-loi, les citoyens nicaraguayens d'origine miskito qui se trouvent hors du territoire national pourront revenir librement au Nicaragua et se joindre aux efforts de reconstruction.

Article IV

La délégation du Conseil de gouvernement de la région à laquelle se réfère le présent décret est habilitée à prendre les dispositions voulues afin de faciliter et d'accélérer le retour à leurs activités quotidiennes de tous les Nicaraguayens amnistiés.

Article V

Les autorités judiciaires, pénitentiaires, les forces de police et de sécurité devront, dès la publication du présent décret, libérer immédiatement les personnes amnistiées.

Article VI

Le présent décret, publié en espagnol et en miskito, entrera en vigueur à la date de sa publication par l'un des moyens de communication de masse, sans préjudice de sa publication ultérieure dans "La Gaceta", journal officiel.

Fait en la ville de Managua, le premier décembre mil neuf cent quatre-vingt trois.

ANNEXE II

Décret-loi relatif à la promulgation d'une vaste amnistie
avant l'ouverture de la période électorale

GOUVERNEMENT DE RECONSTRUCTION NATIONALE

LE CONSEIL DU GOUVERNEMENT DE RECONSTRUCTION NATIONALE

CONSIDERANT

I

Que, conformément au décret No 513 du 10 septembre 1980, le processus électoral par lequel les Nicaraguayens choisissent le gouvernement qui poursuivra l'édification du Nicaragua nouveau doit s'ouvrir en janvier 1984,

II

Que malgré les circonstances difficiles que traverse la nation par suite de l'agression impérialiste, le Front sandiniste de libération nationale et le Gouvernement de la République tiennent à ce que l'on continue à prendre les mesures nécessaires pour mener à bien le processus électoral,

En vertu de ses pouvoirs,

décète ce qui suit :

- Art. 1) Le processus électoral s'ouvrira le 31 janvier 1984, à toutes les fins prévues dans le décret No 513 du 10 septembre 1980.
- Art. 2) Afin d'achever l'examen et l'adoption de la loi électorale et des autres lois et règlements qui constituent le cadre juridique du processus électoral, le Conseil d'Etat est appelé, en vertu du présent décret, à tenir des séances extraordinaires à partir du 4 janvier 1984 et ce, sans interruption jusqu'à la convocation de sa session ordinaire.
- Art. 3) Les activités de propagande électorale seront autorisées par l'organisme électoral compétent prévu par la loi électorale.
- Art. 4) La date des élections sera arrêtée par le Conseil du Gouvernement de reconstruction nationale et annoncée le 21 février 1984.
- Art. 5) Le présent décret entrera en vigueur à la date de sa publication dans "La Gaceta", journal officiel.

Fait en la ville de Managua, le quatre décembre mil neuf cent quatre vingt trois.
"Année de lutte pour la paix et la souveraineté"

LE CONSEIL DU GOUVERNEMENT DE RECONSTRUCTION NATIONALE

DANIEL ORTEGA SAAVEDRA

SERGIO RAMIREZ MERCADO

RAFAEL CORDOVA RIVAS

/...

ANNEXE III

Décret-loi relatif à la fixation de dates pour l'annonce
d'élections sur le territoire national

GOUVERNEMENT DE RECONSTRUCTION NATIONALE

LE CONSEIL DU GOUVERNEMENT DE RECONSTRUCTION NATIONALE

CONSIDERANT :

I

Que le Gouvernement révolutionnaire entend garantir le déroulement normal du processus électoral, qui sera couronné par les élections de 1985, et qui doit commencer le 31 janvier 1984, conformément aux dispositions du décret No 513 du 10 septembre 1981.

II

Que le Gouvernement actuel des Etats-Unis lance, principalement par l'intermédiaire de la garde somoziste qui se livre à des actes génocides, une campagne artificieuse d'actions armées dirigée contre la révolution populaire sandiniste et sa volonté de garantir la démocratie interne et le pluralisme,

III

Que malgré ces actions, le gouvernement révolutionnaire souhaite créer les conditions voulues pour permettre la participation du plus grand nombre possible de Nicaraguayens au processus électoral,

En vertu de ses pouvoirs,

Décrète ce qui suit :

Article premier

Les ressortissants qui ont quitté le pays après le 19 juillet 1979 jouiront, même s'ils ont pris part à des activités illégales contre l'ordre public, voire des activités armées, de toutes les garanties que leur confère le présent décret en ce qui concerne leur retour au Nicaragua et leur réinsertion dans la vie civique et dans le processus électoral, avec plein droit d'élire et d'être élus.

Article II

Les consulats du Nicaragua aux Etats-Unis d'Amérique, au Honduras et au Costa Rica délivreront les sauf-conduits voulus à tous les ressortissants qui décideront d'invoquer les dispositions du présent décret.

Article III

Dès qu'ils auront déposé les armes, les ressortissants qui ont pris part aux activités des groupes contre-révolutionnaires organisés depuis l'étranger se verront accorder, outre le sauf-conduit voulu, la possibilité de s'inscrire aux programmes de distribution de terres mis en oeuvre dans le cadre de la réforme agraire.

Les terres qui ont été abandonnées par leurs propriétaires et qui auraient été occupées leur seront restituées ou leur donneront droit à un dédommagement approprié.

Dans les cas visés au présent article, le sauf-conduit pourra être délivré également par les délégués du Ministère de l'intérieur dans la zone visée.

Article IV

Ne peuvent bénéficier des avantages et garanties octroyés aux personnes visées aux articles premier et 3 du présent décret :

- a) Les officiers de l'ex-Garde nationale et les membres des services de sécurité somozistes qui, s'étant compromis dans des actes répressifs, n'ont pas comparu devant les tribunaux.
- b) Les personnes qui ont été condamnées au criminel pour actes nuisibles à la sécurité et à l'ordre publics, à moins que le Conseil d'Etat n'ait approuvé une mesure de grâce en leur faveur.
- c) Les chefs ou meneurs contre-révolutionnaires qui ont demandé l'intervention d'une puissance étrangère au Nicaragua et l'ouverture de crédits par cette même puissance pour financer des activités contre-révolutionnaires au Nicaragua, ou qui les ont acceptés.
- d) Les chefs et meneurs contre-révolutionnaires qui ont dirigé ou monté des attaques terroristes préjudiciables à la population nicaraguayenne ou aux ressources économiques du pays.

Article V

Les personnes qui voudraient prétendre aux avantages et garanties prévus par le présent décret disposeront de la période allant de la date de publication de celui-ci au 21 février 1985.

Article VI

Les dispositions du présent décret sont sans préjudice de celles énoncées dans la loi de réforme agraire (décret No 782) et dans le décret No 1352.

A/38/693

S/16193

Français

Page 8

Article VII

Le présent décret entrera en vigueur à la date de sa publication dans "La Gaceta", journal officiel.

Fait en la ville de Managua, le 4 décembre mil neuf cent quatre vingt trois.
- Année de la lutte pour la paix et la souveraineté -.

LE CONSEIL DU GOUVERNEMENT DE RECONSTRUCTION NATIONALE

DANIEL ORTEGA SAAVEDRA

SERGIO RAMIREZ MERCADO

RAFAEL CORDOVA RIVAS
